

6.2. Qui a peur de la Chine ?

La reprise de l'économie est bien réelle. Selon la Commission, la croissance de l'Union européenne en 2010 devrait se situer entre 1,4 et 1,8%. Néanmoins, l'économie reste fragile et devra être tirée par l'accroissement des échanges commerciaux à l'échelle mondiale. En particulier, la Chine devra continuer à être un des moteurs clés du redressement européen. Cependant, certains événements ont engendré des frictions qui détériorent le climat politique et économique. Ainsi, certaines entreprises continuent de s'inquiéter du programme « d'innovation indigène », qui les exclut toujours des appels d'offres du gouvernement chinois. Le marquage CCC (« China Compulsory Certification ») affecte également de nombreux secteurs en forçant les entreprises à fournir des informations commerciales très confidentielles à des organismes de certification non indépendants. Récemment, différents secteurs européens de haute technologie ont en outre fait part de la menace considérable que représente la réduction de plus de 40% des quotas chinois d'exportation de terres rares.

L'Europe développe de plus en plus une politique d'ouverture économique, mais elle est frustrée par le manque de réciprocité. Pourtant, il ne fait aucun doute que l'instauration d'un environnement propice aux investissements et aux échanges commerciaux serait bénéfique à la fois pour l'UE et pour la Chine. En effet, la dépendance de la Chine envers les importations étrangères, du fait de l'ouverture très progressive des frontières dans les années 80, a conduit le gouvernement chinois à investir massivement pour développer ses propres industries et à contrôler méticuleusement les investissements étrangers. Mais le prochain palier naturel de la croissance chinoise sera de développer des entreprises et des marques réellement globales. Il n'est dès lors pas dans son intérêt de voir les pays occidentaux adopter une attitude protectionniste. Au contraire, la Chine et l'UE ont des intérêts convergents qu'il faut mettre en avant. Le 6e Sommet UE-Chine de cette semaine, organisé par la FEB, était dans ce contexte une opportunité majeure pour resserrer les liens bilatéraux. Il s'agit d'un espace de dialogue de très haut niveau rassemblant 400 CEO et responsables politiques de Chine et d'Europe.

En tant que première puissance commerciale internationale, il est essentiel que l'UE fasse preuve de plus de leadership dans les relations commerciales, afin d'instaurer la stabilité, la confiance et la transparence nécessaires à la croissance. Il est primordial de faire pression sur certains dossiers qui revêtent une importance particulière pour l'économie européenne. Le monde des entreprises attend en outre que l'UE joue un rôle de moteur proactif dans l'élaboration de normes communes avec la Chine. À terme, le concept de "reconnaissance mutuelle" pourrait faire évoluer l'ensemble du processus de certification pour le muer d'une arme protectionniste en un outil d'ouverture des marchés.

En outre, la Chine et l'Europe doivent coopérer pour surmonter des challenges communs, comme la promotion des énergies propres. Notre pays devrait également se montrer plus actif pour attirer des talents chinois de haut niveau. À l'occasion des sommets internationaux qu'elle a organisés ces derniers jours, la FEB a lancé à l'intention de nos hôtes internationaux une brochure présentant notre offre de formations supérieures en anglais (*). Après leurs études en Belgique, ces jeunes talents seront nos meilleurs ambassadeurs en Chine. Cette dimension humaine revêt aussi une grande importance pour nos relations bilatérales.

(*) Equipped for the future: a guide to Belgium's top higher education programmes in English, www.feb.be (Publications>Brochures gratuites) ou tf@vbo-feb.be